

**LE JOUR, 1949**  
**04 DÉCEMBRE 1949**

**PROPOS DOMINICAUX : LA CRAINTE DE DIEU (il faut se souvenir)**

Il faut se souvenir de plus en plus que la force d'un peuple c'est son âme.

**La résistance de l'esprit a toujours eu raison des moyens brutaux ; mais il n'y a pas de peuple qui puisse survivre longtemps aux défaillances de son âme.**

Et de même, il n'est pas possible que des considérations purement matérielles tiennent lieu indéfiniment à une société humaine de raisons de vivre.

Il n'y a pas que la chair et l'instinct, il n'y a pas que les vivres et l'argent. Paradoxalement d'ailleurs, à peu près partout maintenant, les patrimoines sont traqués et la famille avec eux, au delà du raisonnable et contre toute sagesse.

Le comble du paradoxe de notre époque c'est qu'elle s'attaque dans les pays marxistes au spirituel et au temporel ensemble.

Cette situation est parmi les plus étranges de l'histoire. Dans maint pays et non des moindres, il faut accepter maintenant un collectivisme draconien tout en renonçant, au delà d'une vie chétive, à toute espérance. L'homme est arraché à la fois au bonheur de ce monde et à celui de l'au-delà. De sorte qu'il n'a plus d'issue que dans le néant.

S'il faut une volonté collective pour défendre une économie, il faut, sur le plan supérieur, une âme collective pour défendre une civilisation ; mais c'est là que la démarche collective vaut et non point dans l'absurde négation de la libre entreprise et de l'initiative individuelle.

Ainsi, l'aspect politique de la défense religieuse éclate partout dans le monde. En dehors de la tyrannie, il faut à la longue qu'un peuple craigne Dieu pour se laisser gouverner. S'il a renoncé à la Divinité, tôt ou tard il renoncera aux lois. Pour qu'une paix relative existe en ce monde, il faut qu'on redoute une justice dans l'autre.

De tels propos valent pour tous les pays, davantage encore pour les pays chauds et passionnés où la volupté est plus aiguë et la tentation plus forte.

**“Qui ne craint Dieu, crains-le”**, dit le proverbe d'ici. Manifestement, l'Etat doit le craindre aussi.